

ARRETE TEMPORAIRE

Déviation de la circulation lors de travaux de branchement et raccordement ENEDIS

Le Maire de la Ville de Laurens,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU le code de la route et notamment les articles R110-1, R110-2, R325-12 et suivants, R411-25 à R 411.28, R417-10 ;

VU le code pénal notamment ses articles 131-13 et R.610-5

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'arrêté du 22 octobre 1963 actualisé en février 2016, appelé Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière et notamment le livre I - huitième partie - signalisation de prescription absolue ;

VU la demande formulée par écrit le 25 mai 2021 par l'entreprise « ETE RESEAUX » sise 94 Route de Lattes 34430 SAINT JEAN DE VEDAS (04.34.43.38.30), pour le branchement et le raccordement Enedis la construction de M. LEBAS sis Lotissement le Cinsault sur la commune de LAURENS.

Considérant qu'en raison de la réduction de la chaussée due aux travaux de génie civil sur la chaussée du Lotissement Le Cinsault pour le compte d'Enedis, il y a lieu d'interdire momentanément la circulation sur cette voie.

Considérant que les véhicules à qui s'applique cette interdiction peuvent emprunter les itinéraires de déviation définis au présent arrêté ;

Considérant qu'il y lieu de prendre toutes les mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux en mettant en place une déviation ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'entreprise « ETE RESEAUX » est autorisée à effectuer les travaux de terrassement et de branchement Enedis, au lotissement Le Cinsault et mettre en place des restrictions de circulation selon l'avancée du chantier et ceci à compter du 07 juin 2021 pour une durée de 15 jours.

ARTICLE 2 : Pendant la durée des travaux aucun stationnement ne sera autorisé sur l'emprise de la zone des travaux et sera considéré comme gênant au sens de l'article R 417-10 du Code de la Route excepté pour les véhicules affectés au chantier.

ARTICLE 3 : Il pourra être procédé à la mise en fourrière des véhicules gênants par les autorités compétentes dans les conditions prévues par les articles R. 325-12 et suivants du Code de la Route.

ARTICLE 4 : Les dispositions définies par aux articles 1 et 4 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 6.

ARTICLE 5 : En raison des restrictions qui précèdent, la circulation sera déviée localement, comme suit :

- **Rue des oliviers**
- **Lotissement les combes**

L'accès des services de secours devra être possible pendant toute la durée du chantier.

ARTICLE 6 : La signalisation de restriction au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des services de la commune, par :

- l'Entreprise « ETE RESEAUX » chargée du chantier.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie - signalisation temporaire) actualisé en février 2016 et sera mise en place par le permissionnaire susnommée sous sa responsabilité. Le chantier devra être signalé jour et nuit pour assurer la sécurité des piétons et des usagers sur la partie où se déroulent les travaux.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

ARTICLE 7 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 8 : Cet arrêté devra être affiché sur place de façon visible et maintenu en place durant toute la durée des travaux.

ARTICLE 9 : Cette permission de voirie est délivrée à titre personnel, précaire et révocable à l'entreprise « ETE RESEAUX ».

ARTICLE 10 – RECOURS

Conformément à l'article R421-1 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de MONTPELLIER – 6 Rue Pitot, 34000 MONTPELLIER Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 11 : Monsieur le Maire de la commune de LAURENS, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de MURVIEL LES BEZIERS, le responsable de la Police Municipale de la commune de LAURENS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Laurens, le 25 mai 2021

Le Maire
François ANGLADE

